

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Membre de la Compagnie de Versailles

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

TUILLET AUDIT
Membre de la Compagnie de Paris

160, boulevard Haussmann
75008 Paris

EPIDE
ETABLISSEMENT PUBLIC D'INSERTION DE LA DEFENSE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

SIEGE SOCIAL :
40, RUE GABRIEL CRIE
92240 MALAKOFF

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 décembre 2012

EPIDE
Etablissement Public d'Insertion de la Défense
Siège social : 40, rue Gabriel Crié 92240 Malakoff

Aux Autorités de tutelle,
Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par Madame le Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012 sur :

- le contrôle des comptes consolidés du groupe EPIDE, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables

Comme précisé dans la note I.2.3 "Méthodes et règles d'évaluation" de l'annexe aux comptes consolidés, votre établissement constitue des provisions pour risques et charges concernant notamment les provisions pour allocations chômage, et les provisions pour primes à verser aux volontaires. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'établissement décrites dans l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondages l'application de ces méthodes. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris-La Défense et Paris, le 26 juillet 2013

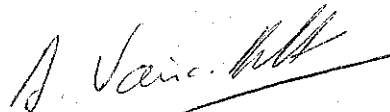
Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles



BRUNO GERARD
Associé

TUILLET AUDIT
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



BRIGITTE VAIRA-BETTENCOURT
Associée

Comptes consolidés au 31 décembre 2012

EPIDE
Etablissement Public d'Insertion de la Défense
Siège social : 40, rue Gabriel Cré 92240 Malakoff

Comptes consolidés du groupe EPIDE

Exercice 2012

Sommaire

BILAN	Page 3
COMPTE DE RESULTAT	Page 4
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE	Page 5 à 30
Titre I : Faits caractéristiques, principes comptables et méthodes d'évaluation, de comparabilité des comptes	Page 6
Titre II : Explication des postes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations	Page 16
Titre III : Informations relatives au compte de résultat du groupe EPIDE	Page 25
Titre IV : Informations relatives aux Engagements Hors Bilan du groupe EPIDE	Page 27
Titre V : Autres informations	Page 28
Titre VI : Tableau des flux de trésorerie	Page 29

BILAN

ACTIF

En milliers d'euros	Exercice 2012	Exercice 2011
ECART D'ACQUISITION		0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	264	355
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	98 882	91 620
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	958	1 008
TITRES MIS EN EQUIVALENCE		0
ACTIF IMMOBILISE	100 104	92 983
STOCKS ET ENCOURS		0
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	8 539	10 201
AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATIONS	4 782	3 013
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	0	21 000
DISPONIBILITES	18 343	8 519
ACTIF CIRCULANT	31 664	42 733
TOTAL DE L'ACTIF	131 768	135 716

PASSIF

En milliers d'euros	Exercice 2012	Exercice 2011
CAPITAL	48 504	53 084
PRIMES		0
RESERVES ET RESULTAT CONSOLIDES	33 823	35 364
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	974	395
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	83 301	88 843
INTERETS MINORITAIRES		0
PROVISIONS	2 529	2 105
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	36 722	31 208
FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	3 683	6 791
AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION	5 533	6 769
DETTES	45 938	44 768
TOTAL DU PASSIF	131 768	135 716

COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'euros	Exercice 2012	Exercice 2011
<i>Chiffre d'affaires</i>	0	0
<i>Autres produits d'exploitation</i>	82 806	83 700
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION COURANTS	82 806	83 700
<i>Achats consommés</i>	-26 843	-26 757
<i>Charges de personnel</i>	-38 493	-37 791
<i>Autres charges d'exploitation</i>	-7 971	-8 284
<i>Impôts et taxes</i>	-3 333	-3 218
<i>Dotations aux amortissements et aux provisions</i>	-5 365	-3 968
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION COURANTES	-82 005	-80 018
RESULTAT DE L'EXPLOITATION COURANTE	801	3 682
<i>Charges et produits financiers</i>	-1 019	-212
Résultat courant des entités intégrées	-218	3 470
<i>Charges et produits exceptionnels</i>	-1 215	310
<i>Impôts sur les résultats</i>	-63	-108
Résultat net des entités intégrées	-1 496	3 672
<i>Quote-part dans les résultats des entités mises en équivalence</i>	0	0
<i>Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition</i>	0	0
Résultat net de l'ensemble consolidé	-1 496	3 672
Intérêts minoritaires	0	0
Résultat net (Part du groupe)	-1 496	3 672

Annexe aux comptes consolidés du groupe EPIDE Exercice 2012

I- Faits caractéristiques, principes comptables et méthodes d'évaluation, comparabilité des comptes

Les comptes du groupe EPIDE au titre de l'exercice clos le 31/12/2012 sont établis conformément à l'instruction n°08-017-M9 du 3 avril 2008 relative aux comptes consolidés dans les établissements publics nationaux et conformément aux dispositions du règlement du Comité de la réglementation comptable (CRC) n° 99-02 du 29 avril 1999, relatif aux sociétés commerciales et entreprises publiques.

I-1) Faits caractéristiques

L'EPIDE s'inscrit depuis 2010 dans la démarche de certification des comptes, conformément aux principes énoncés dans la circulaire du 26 mars 2010..

Parmi les faits marquants de l'exercice, il convient de signaler tout particulièrement les travaux de réhabilitation et de restructuration des centres de Strasbourg et Compiègne ainsi la mise en œuvre du plan Rhône Alpes avec la fermeture de trois centres (Autrans, Burdignin et Saint Clément les Places) et l'ouverture d'un centre à Lyon Mézieu.

Par ailleurs, conformément à la loi Ciotti du 26 décembre 2011, l'Epide a accueilli en 2012 des volontaires juniors, mission pour laquelle il aurait dû recevoir 8 M€ de financement. A ce jour le montant perçu s'élève à 4M€

Les comptes 2012 de l'Epide retracent également les subventions attendues du Territoire de Belfort (1,1 M€) de la Ville de Belfort (0,8 M€) et de la région Rhône Alpes (0,1 M€) finançant une partie des travaux des centres de Belfort et de Lyon Mézieu. Le reversement de ces subventions à la société 2IDE est également comptabilisé en 2012.

Les opérations de restitution relatives au décret 2012-65 du 4 mai 2012 portant retrait d'apport concernant des immeubles domaniaux au profit de l'Epide pour les sites d'Orcines, Fréjus Ollainville et Ambronay sont également comptabilisées en 2012 .

En 2012, la Société 2 IDE a achevé les travaux suivants :

- *Le centre de Cambrai a fait l'objet d'une réhabilitation selon les besoins exprimés par l'EPIDE. Les travaux, d'un montant total de 5.183 K€ ont débuté en septembre 2011 et la livraison du bien est intervenue le 1^{er} juillet 2012 ;*
- *Le centre de Meyzieu a été entièrement réalisé et livré selon les besoins et le planning de l'EPIDE. Il s'agit d'une construction neuve dont les travaux ont débutés en octobre 2011 pour une livraison le 27 juillet 2012. Le coût global de cette opération est de 18.237 K€ foncier compris ;*
- *Le centre de Combrée a fait l'objet de travaux de sécurisation du site et de ravalement partiel permettant à la société de maintenir son patrimoine. Ces travaux, d'un montant de 957 K€, ont été réceptionnés en octobre 2012 ;*

- Des travaux complémentaires ont été réalisés pour le centre d'Osmoy pour un montant de 218 K€. Ils concernent le gymnase, les VRD, la piscine et le remplacement des cuves à fuel.

La Société a également poursuivi ses études sur les travaux de gros entretiens nécessaires au maintien de son patrimoine. Ces travaux seront lancés à mi 2013 après les procédures d'appel d'offre nécessaires.

D'autres dossiers ont été conduits :

- Le protocole révisé entre l'EPIDE et la Caisse des Dépôts et Consignations a été signé le 6 février 2012 ;
- La dette a été totalement réaménagée ce qui permettra de diminuer la charge d'intérêts;

I-2) Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

L'EPIDE retient comme principes d'évaluation de ses actifs, dettes, charges et produits les principes de prudence, sincérité et indépendance des exercices afin de fournir une image fidèle de son activité et de son patrimoine.

Conformément à l'instruction n°08-017-M9 du 3 avril 2008 relative aux comptes consolidés dans les établissements publics nationaux, les aspects méthodologiques qui sous tendent la compréhension du compte financier produit réglementairement par l'agence comptable sont développés ici.

Les points qui suivent ont pour objet d'éclairer la lecture des comptes annuels du groupe formé par l'EPIDE et 2IDE. Y sont notamment exposées les règles et méthodes de valorisation des différents postes de l'actif, du passif et de certains flux économiques de la période écoulée d'importance significative.

I.2.1- Référentiel comptable

Les comptes consolidés de l'EPIDE (EPA) sont arrêtés selon les obligations des établissements publics de l'Etat résultant de la combinaison des articles 135 et 136 de la loi n° 2003 – 706 du 1^{er} août 2003 de sécurité financière et conformément aux dispositions du règlement du Comité de la réglementation comptable (CRC) n° 99-02 du 29 avril 1999, relatif aux sociétés commerciales et entreprises publiques. En outre, les dispositions prévues dans l'instruction 08-017-M9 du 3 avril 2008 sont appliquées.

Tous les comptes du groupe EPIDE sont arrêtés en euros. La monnaie fonctionnelle de consolidation est le millier d'euros.

Les comptes consolidés (bilan et compte de résultat) reprennent ainsi, le montant des comptes sociaux de l'établissement et la quote-part intégrable de la société 2IDE dans les comptes du groupe (hors retraitement pour élimination des flux intra-groupe).

Les documents de synthèse sont exprimés en milliers d'euros (K€). L'annexe peut présenter des données en K€ (milliers d'euros) ou en M€ (millions d'euros) selon les cas.

I.2.2 - Modalités de consolidation

Méthodes de consolidation

Le groupe EPIDE est constitué de l'établissement public d'insertion de la défense et d'une seule société, 2IDE. Le capital de cette société est détenu à hauteur de 49% par l'EPIDE et à 51% par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). Les statuts accordent à l'EPIDE une minorité de blocage dans le processus de prise de décisions : de ce fait, la CDC et l'EPIDE exercent un contrôle conjoint sur la société 2IDE. La société 2IDE met à disposition de l'EPIDE des immeubles par nature permettant à l'EPIDE de réaliser son activité d'insertion des jeunes en difficulté. La société 2IDE est donc fournisseur de l'EPIDE sous forme de redevances locatives.

La méthode de consolidation retenue est celle de l'intégration proportionnelle, du fait du contrôle conjoint exercé sur la société 2IDE.

Les transactions et soldes intra groupes entre les deux entités sont alors éliminés pour la présentation des comptes consolidés.

Critères retenus par le groupe pour définir son périmètre de consolidation

Le groupe consolide les entités qui sont détenues à plus de 20%. Le type de méthode de consolidation retenue est fonction du pourcentage de détention et du nombre et du poids des autres actionnaires.

Détermination de l'écart d'acquisition

L'entité consolidée est détenue depuis sa création. Il n'y a pas d'écart d'acquisition.

Date de clôture :

L'entité consolidée clôture ses comptes au 31 décembre.

I.2.3 - Méthodes et règles d'évaluation

I.2.3.1 - Immobilisations

Méthode d'enregistrement des immobilisations

L'EPIDE n'applique pas encore la méthode de comptabilisation par composants conformément à l'instruction n°06-007-M9 du 23 janvier 2006 faute de disposer d'un outil informatique permettant cette approche. Cependant, l'Etablissement a fait l'acquisition d'un logiciel de suivi des immobilisations en 2010 et des travaux préparatoires sont en cours pour une comptabilisation par composants à compter de 2013. Au contraire la société 2IDE a adopté la méthode par composant, pour autant l'incidence de divergence de méthodes entre les deux entités n'a pas été jugé significative.

Valorisation

Les immobilisations sont comptabilisées au coût historique toutes taxes comprises.

La durée de vie de chaque type d'immobilisation est définie par décision validée par le conseil d'administration de l'établissement de même que pour la société 2IDE.

Amortissements

L'amortissement du matériel est (cf. instruction M9) pratiqué selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie pré-établie définie par décision du conseil d'administration. Lorsque les immobilisations sont mises en service en cours d'exercice, un prorata temporis en jours est appliqué à l'annuité complète d'amortissement.

Il est à noter que l'amortissement des actifs corporels de la société 2IDE (constitués essentiellement de terrains et d'immeubles par nature) s'effectue par composant sur une durée de 50 ans pour les structures.

Les tableaux infra rappellent les durées de vie des éléments d'actif de l'établissement consolidant et celles de la société 2IDE.

Tableau 1 - Durées d'amortissement des immobilisations

EPIDE

Type d'immobilisation	Famille d'immobilisation Nature	Durée de vie*	Coefficient (annuité)
Incorporelles	Frais d'établissement	5 ans	0,20
	Frais de recherche et développement	5 ans	0,20
	Concessions brevets licences –logiciels	3ans	0,33
Corporelles	Terrains	Sans objet	Sans objet
	Constructions	25 ans	0,04
	Installations générales, agencements, aménagement des constructions	20 ans	0,05
	Installations techniques (gros travaux infra/cablage) matériel industriel	10 ans	0,10
	Autres immobilisations corporelles	5 ans	0,20
Financières	Immobilisations financières	Sans objet	Sans objet

* Conforme à la délibération n°7 du CA du 12 février 2008 - tableau 8 intitulés « Politique d'immobilisation »

L'EPIDE n'applique pas actuellement la méthode de comptabilisation par composants, comme le demande l'instruction n°06-007-M9 du 23 janvier 2006, faute de disposer d'un outil informatique permettant cette approche. Un groupe de travail mis en place en 2012 dans lequel sont associés les commissaires aux comptes suit la mise en place de la méthode par composants prévue au plus tard pour fin d'année 2013. Une étude comparative entre la comptabilisation actuelle et la comptabilisation par composants faite sur l'exercice 2010 faisait apparaître une différence du montant d'amortissement de l'ordre de 0,3 M€, avec un impact peu significatif sur le résultat. Une nouvelle étude a été faite en 2012 sur la base de nouveau critère de répartition des composants, elle fait apparaître un impact de 0,6 M€.

Pour la mise en œuvre fin 2013, le conseil d'administration s'est prononcé sur le découpage des actifs en composants et sur les durées d'amortissements associées, lors de sa séance du 23 novembre 2012 :

- Structure (murs, murs de soutènement, fondations.....) 50 ans
 - Couverture, charpente, façade, ravalement..... 30 ans
 - Agencements, aménagement intérieur ; peinture, sol 10 ans
 - Installations générales et techniques (hors ascenseur et courants faibles) ... 20 ans
 - Ascenseurs, moyens de levage, courants faibles..... 20 ans
 - Gros entretien..... 15 ans
- 2IDE

Décomposition des immobilisations corporelles (ensembles immobiliers)

Ensembles immobiliers	Famille d'immobilisation Nature ; Ensembles immobiliers	% de ventilation	Durée de vie*	Coefficient (annuité)
Composants	Structure	85%	50 ans	0,02
	Couverture façade	5%	30 ans	0,033
	Agencements	3%	10 ans	0,10
	Installation Générale et technique	5%	20 ans	0,05
	Gros entretien	2%	15 ans	0,066
		100%		

Dépréciations des immobilisations corporelles

Les estimations des services des domaines servent à établir la valeur d'entrée et donc la base amortissable. L'EPIDE (entité consolidante) n'a enregistré aucune dépréciation en 2012 (cf. tableau infra §II.1.3).

1.2.3.2 - Provisions pour risques

Les provisions sont constituées selon le principe de prudence en prenant en compte le caractère probable ou avéré de charges à venir.

Sont détaillés infra pour information, les modes de détermination des provisions relatives aux risques et charges.

1.2.3.2.1 Risques baux (2IDE)

Aucune provision n'a été constatée par 2IDE. En fin d'exercice, la totalité des provisions est celle constituée par l'EPIDE.

1.2.3.2.2 Provisions pour allocations chômage (EPIDE)

Les allocations chômage sont provisionnées en cas de départ de l'agent sur la base des droits à indemnisation calculés selon la convention de gestion N°130 du 15 janvier 2007 signée entre l'EPIDE et l'UNEDIC.

Cette convention prévoit une indemnisation des agents sur la durée effectivement passée au sein de l'établissement. La durée totale d'indemnisation est de 24 mois au maximum.

Les provisions au 31.12.2012 correspondent à la somme des droits acquis non payés au titre des 28 derniers mois précédents la clôture, soit du 1^{er} septembre 2010 au 31 décembre 2012.

La méthode de provisionnement des allocations chômages a été affinée en 2011 pour tenir compte des statistiques réelles de paiements observées sur les années 2007-2011. La provision 2012 a été calculée de la façon suivante.

- *dans le cas de départ de salariés à leur propre initiative, la provision est basée sur 20% du montant total maximal des indemnités (le montant est « maximal » si tous les salariés bénéficient des indemnités) ;*
- *dans le cas de départ à l'initiative de l'EPIDE, la provision est de 80% du montant total maximal d'indemnités (le montant est « maximal » si tous les salariés bénéficient des indemnités) ;*

Ce mode de calcul a entraîné la constitution d'une provision sur l'exercice 2012 de 1,4 M€ contre 1M€ en 2011. La forte variation enregistrée en 2012, trouve son origine dans les licenciements qui ont accompagné le « plan Rhône Alpes. »

1.2.3.2.4 Provisions pour charges – Primes capitalisées à verser aux volontaires

Le contrat de volontariat à l'insertion prévoit, en fin de contrat, le versement d'une prime capitalisée, attribuée au volontaire inséré ou en fin de contrat.

Le montant des primes capitalisées défini pour l'établissement par décision de la direction générale est fixé à 90 € par mois, sur la durée passée dans l'établissement avant la sortie du volontaire

Une modélisation économique de la production des services de l'établissement a été réalisée. Il s'agit d'un modèle statistique auto-régressif, testé au niveau national depuis 2009. Cette représentation de l'activité, réalisée en interne, permet de déterminer le nombre de sorties de volontaires d'une année donnée par rapport aux flux de recrutement des années n-2, n-1, et n. Il est à noter que les contrats successifs sont limités à 24 mois, soit deux années complètes au maximum.

Ce modèle est affiné chaque année afin de déterminer un pourcentage plus exact d'ayants droits au versement de la prime. Cela a entraîné un changement d'estimation. Au vu des éléments étudiés, il en résulte que 65% des volontaires présents au 31/12/2012 sont susceptibles de percevoir une prime en 2013 en fonction du nombre de mois effectués. La provision a fait l'objet d'une reprise pour un montant de 0,1 M€.

1.2.3.2.5 Provisions pour contentieux

Ces provisions sont essentiellement constituées afin de faire face aux frais et indemnités relatives aux litiges entre :

- l'établissement et ses salariés ou ex-salariés ou d'autres affaires relevant du contentieux administratif ;*
- l'établissement et certains fournisseurs ;*
- le cas échéant, du contentieux administratif pouvant exister entre l'EPIDE et des volontaires ou leurs ayant-droits.*

Le risque à couvrir consiste dans l'éventualité d'une condamnation de l'établissement par le tribunal administratif.

Compte tenu des délais de traitement par les juridictions compétentes, l'EPIDE réalise par son service juridique, au cas par cas, l'estimation des sommes réclamées par les requérants.

Selon l'étude technique et jurisprudentielle des dossiers, la probabilité d'indemnisation est estimée et une provision constituée jusqu'au rendu des conclusions des tribunaux.

En 2012, les provisions sur les anciens litiges ont été reprises à hauteur de 0,29 M€ alors que les nouvelles provisions, principalement liées à des litiges avec le personnel, atteignent 0,23 M€.

1.2.3.3 - Stocks

L'instruction codificatrice n°02-038-M91 du 30 avril 2002 portant réglementation financière et comptable des établissements publics nationaux à caractère administratif - Tome 3 - volumes 1 et 2 « Comptabilité » indique, (p. 118) que « les stocks et productions en cours sont définis comme l'ensemble des biens ou de services qui interviennent dans le cycle d'exploitation de l'établissement pour être, soit vendus en l'état, ou au terme d'un processus de production à venir ou en cours, soit consommés au premier usage ».

Au sens de la réglementation applicable aux EPA, les articles conservés en magasin d'habillement largement réutilisés, sont ainsi comptabilisés en charges (achats non stockés).

L'instruction codificatrice M91 tome II - chapitre 3 « Nomenclature des comptes » indique que les vêtements de travail sont comptabilisables dans le compte 606 - Achats non stockés de matières et fournitures.

Plus précisément, il s'agit du compte 6065 - linge et vêtements de travail. (cf. Inst. M91 p. 56). D'autre part, les fournitures administratives et de bureau qui peuvent être acquises en prévision des consommations courantes font quant à eux l'inscription dans les comptes 6063 - Fournitures d'entretien de petit équipement et 6064 - Fournitures administratives.

Ainsi, il n'est donc pas utilisé de compte de stocks à l'actif de l'établissement. Le suivi physique et financier au coût d'acquisition unitaire moyen pondéré de ces articles d'usage courant est donc extra comptable.

La société 2IDE ne comptabilise pas de stock en 2012.

1.2.3.4 - Créances d'exploitation - Comptes de tiers (Produits à recevoir - Subventions du fonds social européen - FSE)

Par convention, l'EPIDE reçoit en contrepartie de dépenses à caractère éligible des subventions du Fonds Social Européen. Les dépenses éligibles à une prise en charge par le FSE font l'objet d'une ouverture de droits et de versements échelonnés dans le temps, venant abonder les ressources d'exploitation.

Les droits sont acquis sur la base de dépenses effectivement réalisées au titre d'un exercice donné, dûment justifiées.

Le versement de ces subventions s'effectue, quant à lui, sur la base d'un bilan des dépenses éligibles effectivement réalisées permettant lors d'un premier contrôle de la DGEFP la détermination du service fait (Certificat de Service Fait - CSF). Ces versements s'effectuent sous la forme d'un acompte, puis d'un solde (reliquat par rapport aux droits acquis).

Au cours d'un exercice n, plusieurs versements peuvent survenir au titre de plusieurs exercices (acompte de l'exercice n-1, solde n-2).

La convention de versement permet l'inscription au compte au Trésor DGFIP des sommes correspondantes en contrepartie d'un produit.

Le suivi des droits acquis, encaissements et produits à recevoir est détaillé dans un tableau spécifique dédié au suivi du FSE. Les montants budgétisés correspondent au montant des charges éligibles prévues et validées par le conseil d'administration.

Les droits acquis au titre de l'exercice en cours sont inscrits en produits à recevoir en fin d'exercice.

Sur l'exercice, sont donc inscrits les montants correspondant aux dépenses 2012 constatées en produits pour 10M€, (certificat du service fait -CSF- à réaliser ultérieurement). Ces sommes seront perçues en 2013 en deux fois, une avance versée en janvier 2013 et le solde en fin d'année.

I.2.3.5 - Engagements de retraite et prestations assimilées

L'EPIDE n'a pas d'engagements de retraite envers ses salariés. 2IDE n'a pas de salariés.

I.2.3.6 - Critères retenus pour identifier les charges et produits exceptionnels

Ces produits et ces charges ont un caractère exceptionnel par rapport aux produits et aux charges d'exploitation courantes et normales de l'établissement, tels que :

- des cessions d'actifs ;*
- de pénalités diverses ;*
- de remises gracieuses ;*

I.2.3.7- Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement figurent dans les fonds propres du groupe en « réserves consolidées ».

I.2.3.8 – Fiscalité

Conformément à l'article L3414-6 du code de la Défense, Partie 3 - Livre IV –Titre 1er « Etablissements publics à caractère administratif », l'EPIDE n'est pas soumis aux dispositions du 5° de l'article 206 du code général des impôts. En effet, établissement public administratif, l'EPIDE n'a pas d'activité à but lucratif.

La société 2IDE est assujettie à l'impôt sur les sociétés (régime réel normal). L'EPIDE n'est pas assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée mais est amené à comptabiliser des faibles montants de TVA intracommunautaire à la marge.

I-3) Informations relatives au périmètre de consolidation

I.3.2 - Identification des entités consolidées

(nombre d'entités)	2012		2011		2010	
Mode de consolidation	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Intégration proportionnelle	1	0	1	0	1	0
Sous-total	1	0	1	0	1	0
Total	1		1		1	

Le groupe EPIDE est ainsi constitué de l'Etablissement public d'Insertion de la Défense, et d'une seule entité consolidée, 2 IDE SA Société anonyme, dont l'objet social est la promotion immobilière de logements. Cette société met à disposition de l'EPIDE des immeubles par nature permettant à l'EPIDE de réaliser son activité d'insertion de jeunes en difficulté. La société 2IDE est donc fournisseur de l'EPIDE sous forme de redevances locatives.

La consolidation porte sur une seule entité consolidée, qui est détenue à 49% pour l'EPIDE contre 51% pour la Caisse des dépôts et consignations. Le mode de consolidation retenue est celui de l'intégration proportionnelle, du fait du contrôle conjoint de la société 2IDE. « Cf. Section 1.2.2 Modalité de consolidation ».

Les transactions et soldes intra groupes entre les deux entités (consolidante et société consolidée) sont alors éliminés pour la présentation des comptes consolidés.

I.3.3 - Principales opérations ayant affecté le périmètre de consolidation sur 2012

>Raison sociale, forme, siège social			2012		2011	
	Pays	Numéro SIREN-SIRET	Méthode	% intérêt	Méthode	% intérêt
2IDE SA	France	4887714600018	IP*	49%	IP*	49%

*IP intégration proportionnelle

Le périmètre de consolidation est inchangé entre 2012 et 2011. Les pourcentages de détention et de consolidation sont également inchangés.

I-4) Comparabilité des comptes et méthodes d'évaluation retenues

I.4.1 - Justification des changements comptables et de leur incidence sur le résultat consolidé et les fonds propres

L'établissement n'a pas procédé à des changements de méthode comptable au cours de l'exercice 2012.

I.4.2 - Information sur les conséquences de l'acquisition d'entités

N/A en 2012.

I.4.3 - Cas de variations ultérieures du périmètre ou des méthodes de consolidation

N/A en 2012.

I.4.4 - Informations significatives concernant le coût ou le prix des acquisitions et cessions effectuées entre la date de clôture de l'exercice et la date d'arrêté des comptes

N/A en 2012.

II) Explication des postes du bilan et du compte de résultat et de leur variations

II-1) Postes d'actif immobilisé

Pour l'EPIDE Suite à l'acquisition du module de suivi des immobilisations en 2011, l'inventaire comptable et l'inventaire physique sont tenus dans Immonet. L'année 2012 a permis d'effectuer un rapprochement entre l'inventaire comptable et l'inventaire physique, ce qui permet de faire un inventaire exhaustif des biens en service dans chaque centre.

II.1.1) Immobilisations

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût historique avec un amortissement linéaire à partir de la date de mise en service tel que défini plus haut.

D'une valeur globale 1,1 M€ en balance d'entrée, elles ont augmenté 0,1 M€ suite à des acquisitions de logiciels et de progiciels. Au 31 décembre 2012, leur valeur brute s'élève 1,2 M€

Les immobilisations sont comptabilisées au coût historique. Elles sont amorties selon le mode linéaire à partir de leur date de mise en service selon les règles définies plus haut (section 1.2.3.1).

Au 31 décembre 2012, le montant total des immobilisations corporelles s'élève à 59.7 M€ et se décompose ainsi :

- 44M€ pour les bâtiments et terrains
- 0.6 M€ pour les installations spécifiques
- 1.4 M€ pour le matériel et outillage
- 5 M€ pour les installations générales (bâtiments en location)
- 0.7 M€ pour le matériel de transport.
- 8 M€ pour le matériel et mobilier.
- les sorties sur l'exercice sont constatées pour 7,5 M€. Avec une sortie par décret pour 4,6 M€, les réformes, vols, fermetures de centres pour 0,5 M€ et la cession partielle de Bordeaux pour 2,4 M€.

Pour une plus grande lisibilité des immobilisations incorporelles et corporelles l'établissement distingue dans sa comptabilité les immobilisations qui ne sont pas mises en service au 31 décembre au poste « immobilisations en cours ». Une fois le bien mis en service, les encours sont transférés au poste des immobilisations concernées. Le solde du compte des immobilisations en cours est de 1,4 M€. Il résulte de biens non mises en service au 31 décembre:

- travaux au centre de Strasbourg : 0,8 M€
- travaux dans divers centres (Bourges, Brétigny, Marseille, Saint Quentin): 0,5 M€
- siège (marché BDVT) : 0,1M€

Pour la société 2IDE, l'actif immobilisé s'élève au 31 décembre 2012 à 108,9 M€ dont 8,1M€ de terrains et 100,5 M€ de constructions. Il est composé des centres EPIDE loués à l'entité consolidante pour exercer ses missions. Pour rappel, seuls 49% de ces montants sont intégrés dans la consolidation du groupe EPIDE.

II.1.2- Immobilisations amortissables

Le tableau infra détaille la ventilation par type d'immobilisation (incorporelles, corporelles en cours et financières), les montants en début et en fin d'exercice, avec les augmentations et diminutions correspondantes.

GROUPE Immobilisation incorporelles						
En milliers d'€	31-12 N-1	Augmentations	Diminutions	Reclassements	corrections	31-12N
Frais d'établissement	22	0	0	0	0	22
Frais de recherche	131	0	9	0	0	122
concessions et droits similaires	1 000	114	1	0	0	1 113
Valeurs brutes	1 154	114	10	0	0	1 258
Frais d'établissement	22	0	0	0	0	22
Frais de recherche	95	14	9	0	0	100
concessions et droits similaires	681	191	0	0	0	872
Amortissements	798	205	9	0	0	994
Frais d'établissement	0	0	0	0	0	0
Frais de recherche	36	-14	0	0	0	22
concessions et droits similaires	319	-77	1	0	0	242
Valeurs Nettes	355	-91	1	0	0	263

GROUPE Immobilisation corporelles						
En milliers d'€	31-12 N-1	Augmentations	Diminutions	Reclassements	corrections	31-12N
Terrains	31 212	13	5 020	-	-	26 205
Constructions	56 009	17 033	1 992	-	-	71 050
Installations, techniques, matériels et outillages	1 812	210	57	-	-	1 965
Autres immobilisations corporelles	10 942	3 220	442	-	-	13 721
Valeurs brutes	99 975	20 476	7 511	-	-	112 941
Terrains	166	-	166	-	-	-
Constructions	6 032	2 595	566	-	-	8 061
Installations, techniques, matériels et outillages	621	219	57	-	0	783
Autres immobilisations corporelles	5 428	1 748	442	-	49	6 783
Amortissements	12 247	4 562	1 231	-	49	15 627
Terrains	31 046	13	4 854	-	-	26 205
Constructions	49 976	14 439	1 426	-	-	62 988
Installations, techniques, matériels et outillages	1 191	8	-	-	0	1 183
Autres immobilisations corporelles	5 514	1 472	-	-	49	6 937
Valeurs Nettes	87 728	15 915	6 280	-	49	97 313

GROUPE Immobilisations en cours						
En milliers d'€	31-12 N-1	Augmentations	Diminutions	Reclassements	Apport/fusion	31-12N
Immobilisations en cours	3 893	18 650	20 973	-	-	1 569
Valeurs Brutes	3 893	18 650	20 973	-	-	1 569
Amortissements	-	-	-	-	-	-
Valeurs Nettes	3 893	18 650	20 973	-	-	1 569

GROUPE Immobilisation financières						
En milliers d'€	31-12 N-1	Augmentations	Diminutions	Reclassements	Variation des interco	31-12N
Immobilisation financières	1 008	151	133	-	68	958
Valeurs Brutes	1 008	151	133	-	68	958
Amortissements	-	-	-	-	-	-
Valeurs Nettes	1 008	151	133	-	68	958

II.1.2 - Amortissements

Les cessions d'immobilisations et abandons de projets (études de faisabilité) font l'objet de reprises des amortissements dédiées à ces immobilisations à partir de leur sortie de l'actif. Les dotations aux amortissements représentent 4,8 M€ pour 2012.

NB : La société 2IDE enregistre ses immobilisations corporelles par composant. La durée de vie est fixée à 50 ans pour les immobilisations corporelles (immeubles) pour la composante structure.

Le montant des amortissements s'élève à 4,8 M€ (soit 49% de 9,7 M€) pour la société et 11,8M€ pour l'établissement EPIDE seul, soit un total pour le groupe de 16,6 M€.

Le tableau infra retrace les flux de l'exercice pour le groupe fin 2012 :

Intitulés		GROUPE Amortissements situations et mouvements						
		28		68 Dotations	776 neutralisation	charges bud réelles	Diminution Amortissements	28
		BE 2011	Corrections					
20	Immobilisations incorporelles	798	-	205	-	205	9	994
21	Immobilisations corporelles	12 247	49	4 562	-	2 800	1 231	15 627
Total		13 045	49	4 767	-	3 005	1 240	16 621

II.1.3 - Dépréciations

Aucune dépréciation n'a été constatée en 2012 par le groupe EPIDE.

Intitulés		GROUPE Dépréciations situations et mouvements					
		BE	Corrections		68 Dotations	78 reprises	31/12 N
2911	Dépréciation terrains	167	-	-	-	167	-
2913	Dépréciation bâtiments	122	-	0	-	122	-
2966	Dépréciation financière	-	-	-	-	-	-
0	Total	288	-	0	-	288	-

II.1.4 - Immobilisations financières (non amortissables)

Les immobilisations financières sont constituées essentiellement des dépôts de garantie versés à l'UNDEDIC et aux bailleurs par l'EPIDE

II-2) Stocks et en-cours

NA pour le groupe en 2012.

II-3) Titres de placement

L'EPIDE (entité consolidante) ne peut procéder qu'à des placements sans risque. Compte tenu de la rémunération nulle, aucun montant n'était placé fin 2012 en valeurs mobilières de placement.

II-4) Capitaux propres consolidés

Les capitaux propres consolidé du groupe EPIDE s'élèvent à 83 3011 K€ fin 2012.

Le résultat net consolidé au titre de l'exercice 2012 est une perte de - 1 496 K€ dont une contribution positive de la société 2IDE à hauteur de 124 K€.

La principale variation des capitaux propres consolidés résulte d'une diminution du capital de -4,5 M€ suite à des opérations de restitution des immeubles domaniaux (cf §I.1 Faits caractéristiques).

Conformément à l'instruction n° 08-017-M9 du 03/04/2008, p. 65, les subventions d'investissement sont inscrites dans les réserves.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (EN K€)						
	Dotations sur biens en pleine propriété	Réserves Consolidées	Résultat net - Part du groupe	Capitaux Propres - Part du groupe (a)	Intérêts minoritaires (b)	Total capitaux propres consolidés (a+b)
Situation au 31/12/2010	53 066	12 142	20 089	85 297		85 297
Affectation du résultat de l'exercice précédent		20 089	-20 089	0		0
Résultat consolidé de l'exercice 2011			3 672	3 672		3 672
Subventions d'investissement		96		96		96
Autres mouvements	18	-240		-222		-222
Situation au 31/12/2011	53 084	32 087	3 672	88 843	0	88 843
Affectation du résultat de l'exercice précédent		3 672	-3 672			0
Restitution des immeubles domaniaux à l'Etat	-4 580			-4 580		-4 580
Résultat consolidé de l'exercice 2012			-1 496	-1 496		-1 496
Subventions d'investissement		579		579		579
Autres mouvements		-45		-45		-45
Situation au 31/12/2012	48 504	36 293	-1 496	83 301	0	83 301

II-5) Provisions

Des provisions sont constituées lorsque des événements à caractère probables peuvent constituer des obligations de l'établissement vis-à-vis de tiers. Il s'agit en l'espèce du versement des droits au chômage pour des agents ayant connu une rupture de leur contrat de travail. Conformément au principe de prudence, les droits calculés risquant de déboucher sur une indemnisation ont fait l'objet d'une provision. Les provisions devenues sans objet font en outre l'objet de reprises.

Il s'agit essentiellement de provisions pour chômage et primes aux volontaires. Le montant des provisions en fin d'exercice s'établit à 2 529 K€ (EPIDE).

PROVISIONS GROUPE						
Intitulés	Situation et mouvements					
	BE	Dotations	Reprise utilisées	Reprise devenues sans objet	Corrections	31/12 N
Provisions pour litiges	366	0	0	62	0	304
Provisions sur contrat	769	0	0	115	0	655
Autres provisions pour risques	970	418	0	0	0	1 388
Provisions pour remise en état	0	182	0	0	0	182
Provisions intégrées	0	0	0	0	0	0
Total	2 105	600	0	177	0	2 529

Quatre types de provisions ont été constitués :

- *une provision pour litiges et contentieux pour faire face aux litiges avec des tiers. Elle totalise un montant de 0,3 M€ au 31 décembre 2012.*
- *une provision pour constater les primes dues aux volontaires lors de leur départ de l'EPIDE : elle s'élevait à 0,7 M€ à la fin de l'exercice précédent. Elle a été ajustée en 2012, son montant s'élève à 0,6 M€ au 31/12/2012.*
- *une provision pour couvrir les risques d'allocations de chômage à verser aux salariés quittant l'EPIDE. Elle a fait l'objet d'un abondement, la portant à 1,4 M€,*
- *une provision a été constituée à hauteur de 0,2 M€ pour faire face à la remise en état du site d'Autrans après sa fermeture au 15 décembre 2012.*

II-6) Impôts sur les bénéfices

La société 2IDE est assujettie à l'impôt sur les bénéfices pour une charge de 129 K€ en 2012, soit une quote-part de 63 K€ au niveau du groupe EPIDE.

L'établissement EPIDE n'est pas assujetti.

II-7) Emprunts et dettes financières

Le montant des ressources externes à long terme s'établit pour le groupe à 36 721K€.

L'EPIDE n'a pas recours à l'emprunt pour financer ses activités.

La société 2IDE utilise ainsi des financements externes : 36 721 K€ qui sont proportionnellement intégrés au passif du groupe (ressources stables).

Ces emprunts sont souscrits en Euros sur une durée de 25 ans à taux variable. Ils sont tous garantis par l'Etat et ne font pas l'objet de produit de couverture.

II-8) Echéance des créances et des dettes

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE DU GROUPE EPIDE (en milliers d'euros)

ETAT DES ECHEANCES GROUPE								
Créance	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an			Echéances à moins d'un an	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Créance de l'actif immobilisé	-	-	-	Emprunts obligatoires	-	-	-	-
Créance rattachées à des parti	-	-	-	Emprunts(2) et dettes financière divers dont	36 722	-	-	36 722
Prêts(1)	-	-	-	- à 2 ans maximum à l'origine...	-	-	-	-
Autres	-	-	-		-	-	-	-
	-	-	-		-	-	-	-
Créances de l'actif circulant	-	-	-	Emprunts(2)	-	-	-	-
Créances clients et comptes rattachés...	8 539	8 539	-	Dettes fournisseurs et comptes rattachés...	3 683	3 683	-	-
			-	Dettes fiscales et sociales...	919	919	-	-
Autres	4 782	4 782	-	Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés...	-	-	-	-
	-	-	-		-	-	-	-
	-	-	-	Dettes diverses...	3 022	3 022	-	-
Charges constatées d'avance...	-	-	-		-	-	-	-
	-	-	-	Produits constatés d'avance...	1 591	1 591	-	-
Total	13 321	13 321	-	Total	45 937	9215	-	36 722

L'EPIDE n'a pas recours à l'emprunt ; la société 2IDE a recours à l'emprunt à long terme (74,9 M€) pour financer ses immobilisations.

Les créances se composent essentiellement de :

- 8.5 M€ de produits à recevoir, recettes attendues du Fonds social européen au titre de 2012.
- 1.1 M€ de subvention à venir du territoire de Belfort

La prise en charge en ressource affectée de la convention signée en 2012 constate les obligations réciproques entre l'EPIDE et le département du Territoire de Belfort. L'EPIDE s'engage à faire utiliser la subvention accordée pour la réalisation du centre EPIDE de Belfort. L'Epide n'étant pas propriétaire du site, il est autorisé à reverser ces fonds à la société 2IDE.

Pour le versement de la subvention par le Territoire de Belfort, L'EPIDE devra fournir la liste des documents énumérés dans la convention. et produire durant la période de versement de la subvention un compte rendu financier de la maîtrise d'ouvrage propre à l'opération.

II-9) Autres informations concernant le bilan

- Détail des points significatifs concernant les charges comptabilisées d'avance, les produits comptabilisés d'avance, les produits à recevoir et les charges à payer.

- **Charges à payer**

Les charges à payer du groupe EPIDE s'élèvent fin 2012 à 4 888 K€ contre 8 833 K€ en 2011 :

- 788 K€ de dépenses d'investissement ;
- 810 K€ de dettes sur immobilisations et comptes rattachés ;
- 2 771 K€ de dépenses de fonctionnement fournisseurs et comptes rattachés ;
- 519 K€ de dépenses sociales et fiscales ;

- **Produits à recevoir**

Les produits à recevoir comptabilisés s'élèvent à 8,5 M€. Il s'agit principalement du versement attendu du Fonds Social Européen correspondant aux droits acquis au titre de l'exercice 2012.

- **Produits constatés d'avance**

Les produits comptabilisés d'avance s'élèvent à 1,6 M€ et correspondent à un acompte de la subvention 2013 du Ministère de l'Emploi versé en 2012.

III) Informations relatives au compte de résultat du groupe EPIDE

III-1) Produits d'exploitation

Les produits du groupe sont essentiellement des subventions de l'Etat. Le chiffre d'affaires de la société 2IDE est neutralisé (puisque correspondant à des loyers que l'EPIDE lui verse chaque année).

Le montant des produits d'exploitation 2012 pour le groupe s'établit à 82 806 K€. Ils proviennent essentiellement des subventions allouées par ses tutelles et le Fonds Social Européen.

**-Note relative aux subventions du Fonds social européen*

L'EPIDE bénéficie du remboursement après service fait d'une partie de ses charges d'exploitation, selon la convention passée entre l'établissement et le Fonds Social Européen (convention du programme 2007-2013).

Les produits correspondants font, in fine, l'objet d'acomptes versés aux comptes financiers le solde des dépenses subventionnées intervenant a posteriori, après vérification des bilans de charges éligibles par la délégation générale de la formation et de l'emploi (D.G.E.F.P) pour certificat du service fait. Ces produits sont rattachés aux exercices dont relèvent les faits générateurs rapportés dans les bilans FSE.

III-2) Charges d'exploitation

Le montant des charges d'exploitation du groupe EPIDE s'élève (hors flux intra groupe) à 82M€. Nos principaux commentaires portent sur les postes suivants :

III-2-1 Charges de personnel

La société 2IDE ne constate pas de frais de personnel, celui-ci étant mis à disposition par la caisse des dépôts et consignations (CDC).

L'ensemble des charges de personnel des agents sous contrat représentent 41.7 M€ (40 M€ de charges de personnel et 1,7 M€ d'autres charges de personnel en chiffres arrondis). Ces sommes correspondent à un effectif moyen mensuel de 976 ETP (droits budgétaires réalisés).

Concernant le droit individuel à la formation, l'Epide s'est engagé à suivre les droits acquis des agents et leur utilisation afin d'en faire un bilan en fin d'année. Le premier bilan sera fourni avec les comptes de l'année 2013.

III-2-2 Autres charges

Les dépenses relatives aux volontaires d'insertion (primes, allocations, couvertures sociales) atteignent 7.9 M€ contre 8.2 M€ en 2011.

III-3) Charges et produits financiers

Les frais financiers de l'exercice concernent essentiellement la société 2IDE 1 078 K€) les produits sont constitués de revenus des placements sans risque des ressources de trésorerie 55 K€ pour l'EPIDE (total consolidé des produits financiers de 59 K€).

III-4) Charges et produits exceptionnels

Ces produits et ces charges ont un caractère exceptionnel par rapport aux produits et aux charges d'exploitation courantes et normales de l'établissement.

Les produits exceptionnels sont essentiellement composés pour l'Epide du produit des cessions d'éléments d'actifs, à savoir la vente d'un terrain et de bâtiments à Bordeaux pour 0,9 M€

Les charges exceptionnelles du groupe Epide s'élèvent 2,4M€ se composent essentiellement des valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés (terrain et bâtiments à Bordeaux pour 2.3M€.

Pour la société 2IDE, le résultat exceptionnel s'élève à 137K€.Il est constitué de la plus value sur la vente d'Alençon (46K€), l'ajustement du poste de bilan « immobilisations en cours »pour les biens livrés avant 2011 (88K€) et de l'amortissement de la subvention reçue sur Doullens (3K€)

IV) Informations relatives aux Engagements Hors Bilan du groupe EPIDE

- *Engagements relatifs au régime de retraite complémentaire*

Outre les cotisations au régime général de la sécurité sociale, les agents relèvent d'un régime de retraite complémentaire.

L'EPIDE employant des contractuels, ceux-ci sont obligatoirement affiliés à l'IRCANTEC, régime de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques. Il s'agit d'une retraite par répartition suivant un régime de points. L'IRCANTEC est un régime réglementaire, créé par décret du 23/12/1979 modifié.

Les cotisations sont calculées sur la base des taux en vigueur par rapport au plafond de la sécurité sociale ce plafond délimite les tranches A (fraction inférieure ou égale au plafond de la sécurité sociale) et B (fraction supérieure au plafond de 36 372 €). Les taux applicables à ces tranches sont respectivement de 5,88 % et de 17,80% en 2012.

Les montants versés sont traduits en points par l'organisme de retraite (nombre de points = total de la cotisation théorique (part agent + part employeur)).

En 2012, le montant total des versements effectués à l'IRCANTEC, au titre des charges salariales et patronales, s'élèvent à 1,6 M€.

- *Autres engagements hors bilan reçus*

Ces engagements concernent 2 M€ au titre de la mise en œuvre de la loi Ciotti et de l'accueil de volontaires juniors (1M€ en provenance du ministère de la défense et 1M€ du ministère de la justice).

- *Autres engagements hors bilan donnés*

Le décret n°2009-310 portant sur l'apport des propriétés (Strasbourg et Toulouse), valorisées à 7,4 M€, fait mention d'un retour à l'Etat, en pleine propriété, et à titre gratuit, de ces immeubles, lorsqu'ils ne sont pas ou ne seront plus affectés aux missions prévues.

Le volume d'heures de formation cumulées correspondant aux droits acquis au titre du droit individuel à la formation s'élève à 67549 heures au 31/12/2012 pour l'ensemble des salariés concernés.

- *Engagements réciproques :*

L'EPIDE a signé le 29 juin 2012 une convention avec le département du Territoire de Belfort. Cette convention constate des obligations réciproques entre l'EPIDE et le Territoire de Belfort pour la création d'un centre à Belfort. L'EPIDE s'est ainsi engagé en contrepartie d'une subvention d'un montant de 1,1 M euros aux fins de réalisation d'un centre à :

- *à ne pas modifier la destination du bien immobilier pendant une durée minimale de dix ans,*
- *à exploiter et à maintenir en état le centre,*
- *à transmettre les documents financiers, juridiques, comptables et sociaux demandés par la collectivité.*

V – Autres informations

V - 2) Evénements postérieurs à la clôture

A la date d'arrêté des comptes, l'EPIDE n'a pas connaissance d'événements post-clôture ayant un impact significatif sur les comptes. Toutefois, l'EPIDE a été informé par la DGEFP (délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle) des premières conclusions d'un rapport provisoire de l'audit re-performance réalisé par la Commission Européenne au cours du dernier trimestre 2012. Les discussions, portant notamment sur le périmètre et l'étendue du financement par le FSE, sont actuellement menées entre la Commission Européenne et la DGEFP. A ce stade, et au mieux de notre connaissance, aucun impact comptable et financier n'est à constater à ce titre dans les comptes au 31 décembre 2012 de l'EPIDE.

V - 3) Entités liées

Le Groupe n'a pas réalisé de transactions avec des entités liées non consolidées.

V - 4) Dirigeants

Le Groupe n'a pas d'engagements envers ses dirigeants, et ne leur a accordé aucune avance ni aucun crédit.

VI) Tableau des flux de trésorerie

Résultat net des entités intégrées	-1 496
<i>Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie 2IDE</i>	10 228
Amortissements	4 766
Provisions	600
Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés (yc quote part 2IDE)	6 414
	11 780
Reprises	465
Reprises/charges d'exploitation	0
Cession d'éléments d'actif	986
Quote part de subvention virée au résultat	101
	1 552
Marge brute d'autofinancement des entités intégrées	8 732
Variation des créances à court terme	107
Variation des dettes d'exploitation	-4 344
Besoin - dégagement	4 451
Variation du besoin en fonds de roulement positif	4 451
Variation du besoin en fonds de roulement négatif (dégagement)	
Flux de trésorerie liés à l'activité	4 281
Immobilisations nettes groupe (décaissements)	-18 418
Cession d'immobilisations (encaissements)	986
Autres mouvements	294
Flux de trésorerie lié aux investissements	-17 138
Emission d'emprunts	38 083
Remboursements d'emprunt	680
Augmentation de capital (variation de la période)	-32 501
Distribution de dividendes	-4 580
Flux de trésorerie lié au financement	1 681
Variation de trésorerie dégagé	-11 176
Trésorerie de clôture	18 343
Trésorerie d'ouverture	29 519
Variation de trésorerie	-11 176

